



# Le Huchoèr

N°13

Journal anarcho-indépendantiste breton

1,5 €

**Des siècles  
de luttes  
en Bretagne...**

**AUJOURD'HUI,  
ELLE CREVE  
DE TON SILENCE!**

**L** à gauche  
au rond point

SOLDES  
50%



## Plate-forme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)

**D**e part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, les Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État... Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire.

La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
- Socialement (ANPE, P.A.R.E...)
- Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
- Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)

ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

### Nous sommes internationalistes

**E**n cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

### Libertaires

**N**ous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'État, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus.

**P**rendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive.

Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires.

Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individu-es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la réappropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

**L'**uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploités. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

<http://www.cbil.lautre.net>

# Vivement la Rentrée !



**V**ivement la rentrée, que les touristes se cassent ! Si cela vous paraît injuste et de mauvaise foi, ne lisez pas le reste de ces quelques lignes. Car oui, je suis de mauvaise foi et non objectif !

Mais à ceux qui me diront que cette masse bêlante est une manne économique pour notre pays, j'acquiescerai, mais complèterai en rappelant qu'il n'y a nulle économie qui rapporte à tous. Que le tourisme, c'est du fric vite obtenu pour les poches des notables. Bien sûr, il y a les classes moyennes, véritables harkis du capitalisme, les mêmes sans doute qui, lorsqu'ils ont quelque menu monnaie les placent en bourse pour améliorer leur quotidien sans penser que c'est tous qu'ils volent et qu'ils feraient bien mieux de laisser ce jeu aux Seillières et autres requins professionnels.

**C**ar le tourisme, c'est la disparition des populations locales sur la côte au profit du béton et de baraquements secondaires pour cadre supérieur et retraité. Le tourisme, c'est des infrastructures pour l'estivant au détriment

de services locaux, c'est les prix qui augmentent, c'est l'artificialité des projets, c'est les plumes dans le cul pour séduire le consommateur occasionnel, c'est la semaine de la Bretagne chez Leclerc à coup de galette et de bragoù braz, c'est nos cultures renvoyées sur les rayons de supermarché.

« Les chevaux couchés ne vont pas à la mer... » beuglait le jésuite Grall à Jakez l'ancien. Car la Bretagne, c'est le business généralisé, c'est les petits propriétaires, véritables rentiers qui à 300 € la semaine, après avoir vidé nos côtes, expulsent de leur gîte les autochtones l'été pour mieux profiter de l'aubaine estivale.

Y'a plus de prolos en Centre Bretagne, c'est l'avenir à la villégiature gériatrique. Au prix des loyers pratiqués, une chambre de bonne à Guingamp aura valeur d'un placard à Neuilly.

Le tourisme, c'est remplir les campagnes de cottages, de villas bourgeoises, c'est remplir le pays de sociétés de surveillance pour baraques secondaires, de gentlemen farmer, de flics, de lampadaires et de fourrières !

Alors, vous m'aurez compris, moi, je dis : **Vivement la rentrée, que les touristes se cassent et que l'on puisse rigoler !**

**V**ivement la rentrée, que l'on retrouve les manifs d'enseignants, gnant, gnant. Leurs syndicats de fonctionnaires et la gôche caviar qui joue les rebelles !

Vivement la rentrée, que l'on retrouve le fonctionnaire nous rappeler que plus d'État, c'est bien, puisque c'est eux ; que la laïcité, c'est la démocratie, mais seulement lorsque toutes les différences sont gommées, porter un foulard ou parler gascon, c'est de l'obscurantisme. C'est la mort de la République, donc de la démocratie. Euh oui ! sans doute puisque vous le dites, puisque c'est vous qui savez !

Donnez-nous, Sainte République le droit d'être élevé en batterie pour mieux servir vos usines, vos armées... vos soupes populaires.

« ...chemin faisant, il vit le cou pelé du chien

- qu'est-ce là ? lui dit-il

- rien

- quoi ! rien !

- peu de choses

- mais encore ?

- le collier dont je suis attaché de ce que vous voyez est peut-être la cause... »

Bon, allez, vivement la rentrée, que l'on puisse rigoler.

**Christian**

Le Huchoër ( le porte-voix en gallo ) est le journal trimestriel de la Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)

Contact : huchoer@no-log.org

Le Huchoër c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex

# Cohésion sociale = Collusion patronale

« *La rentrée sociale sera chaude, attention ça va péter !* »... On l'attend cette fameuse rentrée sociale ! Depuis 95 et les tentatives de 2002, puis la réforme des retraites, on sent une certaine apathie généralisée sur les fronts sociaux de la part de tous les acteurs, hormis quelques luttes locales. Alors où en est le « mouvement social » ?

Si les grosses machines syndicales et les partis politiques tiennent leurs positions habituelles en bons professionnels, respectant respectivement les principes de la cogestion sociale (les « partenaires sociaux ») et de bipolarisation du débat politique (gauche/droite, pour ne pas dire PS/UMP), on ne peut pas dire que le climat soit à l'émergence d'initiatives nouvelles, autonomes de la part des salariés, des précaires et des chômeurs pour faire barrage au principe de cohésion sociale chère à notre, pardon votre gouvernement (je n'ai pas voté Chirac !). Pourtant les nouvelles lois sociales (indemnisations des chômeurs, contrats d'insertion...) rapprochent petit à petit la politique de l'État français du modèle ultra-libéral. Rappel.

## RMA, contrats d'insertion

Le gouvernement avait annoncé la mise en place possible du RMA (Revenu Minimum d'Activité) dès janvier 2003, mais la première prise en charge n'a été effective qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2004 en Bretagne, par le Morbihan, seul département breton à l'adopter. Le RMA est destiné à

financer des postes d'insertion pour le secteur marchand : c'est la version du CES (Contrat Emploi Solidarité) pour les entreprises :

- L'employeur touche le montant du RMI ou de l'ASS de son salarié et n'a plus qu'à verser un complément pour atteindre le montant du SMIC mensuel.
- Les cotisations retraite et chômage du salarié ne seront calculées que sur ce complément, c'est à dire qu'en travaillant un an, un « RMIste » ne validera qu'un trimestre pour sa retraite.
- L'employeur n'a pas d'obligation d'accompagnement pour son salarié, pour favoriser son autonomie, mais doit seulement procéder à des actions de tutorat.



- C'est une aubaine pour les entreprises : main d'œuvre à bon marché, possibilité d'exonération de cotisations...
- C'est un contrat dérogatoire au code du travail.

Pourtant la mise en place du RMA est très lente et n'a pas l'air d'avoir un grand succès. Toujours est-il que Jean-Louis Bor-

loo, ministre de la Cohésion sociale, a annoncé fin juin la création d'un nouveau contrat d'insertion, un de plus ! Nouvelle version du CES, nouvelle mouture ministérielle, on ne sait pas trop comment interpréter ce nouveau contrat assez flou... Mais apparemment il sera destiné au secteur non marchand, donc aux collectivités locales et aux associations. Il aura en commun avec le RMA le mode de financement : les employeurs toucheront le RMI ou l'ASS du nouvel employé et bénéficieront d'une aide dégressive pour le complément qu'ils paieront pour atteindre les 75% du SMIC qu'est rémunéré ce contrat de 26 heures.

## Nouvelles obligations des chômeurs

Et oui Borloo ne se contente pas d'annoncer de nouvelles créations d'emplois, il annonce également de nouveaux aménagements pour les obligations des chômeurs : les sanctions en cas de non respect des obligations de recherche d'emplois seront graduées. Les allocations baisseront petit à petit avant d'être... supprimées ! Le « demandeur d'emploi » verra ses mêmes allocation réduites ou supprimées s'il refuse un emploi proposé à l'issue des 6 premiers mois d'allocations : on restreint donc le droit au chômage en imposant la reprise du travail comme en Grande-Bretagne par exemple. Ces nouvelles obligations sont présentées comme une contrepartie à la mise en place de nouvelles maisons de l'emploi, pour ne pas dire des ressources humaines, où l'« accompagnement » serait plus efficace ; je dirai pour ma part le « contrôle » plus efficace

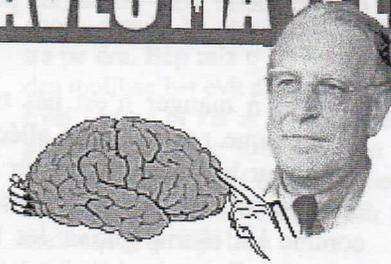
de la main d'œuvre !

Car voilà la véritable question : les nouvelles mesures visent-elles à favoriser l'autonomie des personnes en difficulté, à expliquer les droits que ces personnes ont, favorisent-elles les projets personnels des personnes qui sont dépendantes de ces dispositifs ou favorisent-elles l'insertion de ces personnes vers les entreprises en tant que vulgaire main d'œuvre ? La réponse est évidente et la terminologie gouvernementale ne nous cachera pas la réalité des mesures ! Réduire la « fracture sociale », « cohésion sociale » sont des termes choisis pour occulter notre réalité : inégalités sociales, luttes sociales. Derrière ce soi-disant combat des maux, c'est le combat des mots, éminemment politique. Et la certaine stagnation des engagements est peut-être tributaire de cette propagande qui vise à faire croire que nous vivons dans la même société : mais non messieurs les patrons, nous ne vivons pas dans le même monde ! D'ailleurs, dans le journal *Le Monde* du 20 août, certaines déclarations de Borloo sont plus explicites : « Ce n'est pas le ministère des finances seul qui porte la croissance, ce sont aussi les ministères sociaux ». Ça n'est pas une nouveauté : quand on fait du social, c'est avant tout pour relancer la consommation et donc la croissance et favoriser les entreprises. Le ministère de la Cohésion sociale est garant avant tout de la croissance économique!

**Cohésion sociale, non!  
Luttes sociales? Oui!**

Nico

**TOUS LES JOURS  
JE LAVE TON CERVEAU  
AVEC MA TELE**



**Bevet ar batroned !**

Piv en deus skrivet kement-mañ : « Soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. (...) Nos émissions ont pour vocation de rendre le cerveau du téléspectateur disponible, de le détendre, pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est

du temps de cerveau humain disponible.»

Tud ar R.A.P. (Résistance à l'Agression Publicitaire) ? Nann, tamm ebet, Patrick Le Lay (patron TF1 met ivez TV Breizh) an hini eo ! Setu pezh en deus disklêriet en ul levr anvet "Les dirigeants face au changement" (Embannadurioù Huitième jour, raskrid gant Ernest-Antoine Seillière).

Setu splann pezh a vez lavaret dre vraz gant an dud a stourm a-enep ar bruderezh, met graet e vez fol deus outo pa vez embanet kement-mañ peurvuiañ !

Ha ma vefe tro an holl batroned d'ober o « Coming Out » ?! Nag a amzer gounezet !

### TRANSMURAILLE XPRESS RCR 88.4 mh

Hier nos pères et nos grands-pères étaient de la chair a canon. Aujourd'hui c'est le destin de chair à prison qui nous attend. La guerre sociale fait rage.

Le collectif RALATOL tente de faire exister des liens entre l'intérieur et l'extérieur, c'est à dire faire circuler de l'info sur l'enfermement.

Lutter contre la prison, c'est lutter contre tout ce qui la construit. C'est pourquoi le collectif RALATOL développe une critique plus générale du système.



Rendez-vous tous les samedi de 18h30 à 20h sur RCR 88.4mh  
Contacts: [ralatol@no-log.org](mailto:ralatol@no-log.org)  
Pendant l'émission au 02.99.33.90.00

**NA STAD C'HALL, NA STAD VRETON  
AUTOGESTION !**



# Costumes partout, conscience nulle part

Ou les annales du festival intercelfric 2004

*Me oé aed d'er festival in Oriant da riboulad un tammig. Hama ! Bout oé stalieù get traeu de zre-bein pe de werhein hepken. O ! Dam ya, èl-rezon e oé iwé muzik Breih hag ag er broieù keltieg arall... kuhet mat itre Kronenbourg hag er fest vras. Er festival : argant pepleh, sevenadur nebleh. Biskoah kement tra ! Pa lâran deoh !*

Naïf comme je suis, je m'imaginai, un peu hâtivement, que le Festival Interceltique était une grande fête interculturelle et de solidarité entre les peuples, musiques de Bretagne et d'ailleurs, fête populaire, ambiance sympa. Déboulant de mon chez moi (Toull revr er bed), me voici débarqué à Lorient. Ambiance... Fête foraine.

Immanquable joyau de la culture populaire locale (et surtout magnifique usine à fric) : les manèges, la barbapapa, les stands de tirs, la musique trash et assourdissante (made in USA), les lumières clignotantes, le temple de la consommation à 3 € le tour de manège. Je sens que je vais rapidement faire un tour à la buvette moi.

Les buvettes aussi valent le détour. Il y en a de deux sortes : celles qui se donnent des allures Irish (mais pas gratuites) marquées Beamish et les Kronenbourg (pas gratuites non plus, tarifs festival oblige). Finalement je vais me rabattre sur une taverne locale : groupés, l'inflation mode Pichard et ses danseurs touche tout le monde, 4 € le jus de banane, la prochaine fois je les presserais moi-même. Bon, la faim me tenaillant, jetons un coup

d'œil affamé vers les stands plus nutritifs.

Trouver à manger n'est pas très dur puisque par le profit alléché (tant pour le festival que pour les marchands) les stands poussent comme les champignons, les kébabs se disputant la place aux sandwiches, galettes saucisses et autres lucratifs aliments pour gogos. Attention que l'on s'entende

ses) : ceux ci se retrouvent disséminés sans aucun véritable fléchage, pas trop loin des stands commerciaux (A l'aise Breizh, et autres fripiers à tendance celtique). Mais bon me voilà devant des stands associatifs qui... vendent des bibelots. Car pour payer la place du stand (300 €), et suite aux dégraissages des subventions qui ont eu lieu cette année, il leur faut trouver des fonds. Enfin au

moins j'achèterais plutôt un tee-shirt aux écotes Diwan au lieu d'un fripier, c'est déjà ça. Mais les touristes déambulants, eux, achètent sans distinction (puisque tout sur le festival est destiné à leur faire ouvrir le portemonnaie). C'est bien pour les finances mais entendre quelqu'un acheter tout en disant qu'il n'a rien à f... de l'association en question mais qu'il est collectionneur, effectivement ça peut déprimer plus d'un militant sincère. Bref même la culture doit se soumettre au racolage (passif)

pour pouvoir survivre. Et comme la culture c'est aussi la langue : Konzamb beurton !

La réalité est affligeante. Le plan marketing de M. Pichard ne devait pas inclure de place pour la langue bretonne. D'ailleurs au cours d'une réception, son discours (en français, of course) sera traduit... en anglais. De panneaux bilingues, point. Une équipe de TV Breizh dépitée, venue faire justement un reportage sur la place du breton dans le festival, dût se contenter de fil-

Costumes partout,  
Conscience nulle part !



bien : je n'ai rien contre les kébabs et autres aliments calorifiques mais cent stands en une seule rue... Alors vous vous posez la question : Mais où es l'objet même de ce festival (autre que le fric et le rendement), à savoir la culture !

J'ai trouvé après une longue marche désespérée quelques stands associatifs et culturels. Ma trouvaille tient d'ailleurs de la découverte car exit le village des associations (sûrement moins rentable qu'un stand de galettes saucis-

mer les pancartes en français. Heureusement reste la musique...

Là rien à redire : comme c'est le fond de commerce du festival, c'est la seule chose à peu près soignée : suffisamment variée pour qu'il y en ait pour tous les goûts, du rock berrichon au bagad, de concerts en festeù noz. Rien à redire, il faut bien attirer le gogo. Mais bon pour un festival financier... euh culturel (je m'égare), ça fait un peu léger.

Le must fut probablement la manifestation du premier dimanche d'août en faveur de la libération des prisonniers politiques bretons. Je me disais : chouette, enfin un événement permettant une démarche politique et de réflexion. Je voyais déjà tous ces bretons d'un jour celtes des boteù koéd au bob, fiers de boire de la Guinness et du chouchen se ruer sur l'occasion pour soutenir une cause, faire part de leur solidarité ou même de leur hostilité mais au moins se fendre d'une réaction. A peine si la manifestation a obtenu l'intérêt d'une banale attraction touristique. Elle a surtout semblé être invisible aux yeux de ces bretons en chapeaux ronds. Ben oui, la politique ça fait désordre. On veut bien avoir l'air de s'intéresser à la Bretagne et à sa culture, porter un triskell et souffler dans un biniou à l'occasion, mais y'a des limites ! On vous l'avait dit (c'est écrit en titre) : Costumes partout, conscience nulle part !

Tiens, au final je vais faire pilier de comptoir au village équitable (bonne bière, prix correct et éthique) seul véritable attrait de cette kermesse pour touristes et locaux en manque de Breizh attitude.

OLC

### Bro-c'hall = prizon

Kregiñ a ra da bennfolliñ tud ar galloud. Ar mediaoù zoken en deus kemennet meur a wezh stad mantrus an trouù 'ba toullouù-bac'h gall. Petra eo ar gudenn ? Unan ha n'eo ket dister, rak leun chouk emaint ha prest da darzhañ ma ne raer netra evit cheñch tra pe dra. Bep miz e klever kont eus sifroù spontus : tro 63700 den toullbac'h evit 49156 plas (ne lârin ket « nemetken »).

Evel just ne ra ket ar bolitikourien ul liamm etre o folitikerezh gwaskañ, ha niver a dud emaint o chom da vreinañ en toull. Tout ar pezh a zo bet embannet betek-hen a-berzh al lorgnaj-se a oa sevel prizonioù nevez ! Pezh zo, a-boan m'eo bet savet un toull-bac'h eo dija leun !

Muioc'h mui a dorfedoù a vez graet bremañ a gav deoc'h ? pe kentoc'h disoc'h ur bolitikerezh diazezet war ar surentez, ur republik a fiked, a varnerien... eo ? hu ?

Ijinet eo bet neuze gant Patrice Molle (rener melestradurezh an toull bac'h) sevel lochigoù savet ha desavet prim 'ba porzhioù ar prizonioù : Nag amzer hag arc'hant gounezet !

Ha dreist-holl, un dra zo sklaer, ne fell ket da seurt tud goulleñ an toullouù-bac'h peurleuniet dija e mod ebet, met ar c'hontrol mik zoken, berniañ muioc'h c'hoazh ar brizonidi.

### Justis ?

Kregiñ a ra prizonidi zo da sevel klemm a-enep ar Stad evit an « treitouraj ha doareoù dic'hrad », koulskoude skrivet e oa bet el lezenn eo ret da bep hini kaout ur pezh evitañ / eviti.

Savet eo bet klemm ivez gant daou alvokad eus Breizh, Ronan Appéré (eus Brest) ha Vincent Omez (eus Kemper), anavezet int evit bezañ difennet ar brizonidi bolitikel breizhat.

Savet o deus ur « référé » a-enep da vinistr ar justis a benn disklêriañ ar boblañs re stank en toullouù-bac'h. En aner evit poent.

D'ar memes amzer, eo bet nac'het gant Alan Sole bezañ dieubet. Koulskoude, Alan, bet kondaonet da 6 bloavezh toull-bac'h, klañv ki en deus tremenet dija ouzhpenn 4 bloavezh en toull.

Gwasoc'h c'hoazh, aotret eo oa bet gant ar «juge des libertés» bezañ diubet, pezh en deus nac'het ar prokuroc'h. Divizet en deus neuze Alan paouez kemer e louzoù evit klemm.

Pa, soñjer, marteze eo bet kavet an diskoulm gant ar Stad evit dieubiñ an toullouù-bac'h : lakaat da vervel ar brizonidi glañv enno !

Robert Dizober

Le mercredi 18 août, un engin explosif a été découvert à Porto Rondo en Sardaigne. Silvio Berlusconi possède une résidence non loin de cette ville et il venait d'y recevoir Tony Blair et son épouse.

Cette action a été revendiquée par les Noyaux Prolétaires pour le Communisme (NPC), que les enquêteurs italiens considèrent comme étant d'essence "anarcho-séparatiste". D'après l'AFP "Ce groupe a déjà revendiqué plus d'une vingtaine d'attentats depuis 2000 contre des sièges de partis, de syndicats ainsi que des night-clubs fréquentés par la haute bourgeoisie, mais sans faire de victimes."

# L'anarchisme et la liberté des peuples

## Partie 3

### Construire le fédéralisme...

Comme écrit dans les parties précédentes, il faut donc s'opposer tant au nationalisme autoritaire qu'à certaines formes d'orthodoxies anarchistes qui ne pourraient aboutir qu'à des systèmes qui nous révulsent. Un peuple émancipé doit donc pouvoir s'autogérer sur tous les plans sans intervention extérieure, et au sein de chaque peuple, chaque individu doit être libre de ses choix (y compris celui de partir et d'aller s'installer ailleurs).

De même, l'organisation autogérée mais organisée de la production doit permettre à chacun de disposer des biens et services nécessaires à sa vie, à ses déplacements et à son épanouissement. Cela ne peut se faire sans des interactions permanentes avec d'autres groupes et centres de production ou d'approvisionnement. D'où la nécessité d'un fédéralisme libertaire à grande échelle (mondial à terme). Alors pourquoi choisir le peuple comme échelon de ce système organisationnel ? L'échelon de base reste bien évidemment l'individu qui par ses choix, ses connaissances, ses activités contribue à la vie « économique », politique, culturelle... On trouve ensuite les collectifs, les groupes divers qu'ils soient formels ou informels, les ateliers et centres de production. Or, entre le groupe et le reste du monde, il me semble pertinent de placer un autre échelon, car il est nécessaire à un niveau « local » d'organiser la production de manière logistique : il convient de trouver les meilleures voies (et les plus proches) pour acheminer les matières aux centres de production qui en ont besoin, pour lier les groupes les uns aux autres.

On doit dès lors tenir compte d'une vision géographique de l'organisation (pour les raisons évidentes de la logistique) entre autre pour éviter une sur-utilisation des transports (gaspillage d'énergies et pollution). Or on ne saurait envisager de reprendre les limites organisationnelles des États. D'abord parce qu'elles sont souvent maintenues au détriment de certaines populations, ensuite car fondées uniquement sur des visées politiciennes par guerres, mariages forcés et autres aléas que l'on peut qualifier d'historiques. Elles ont été créées en dehors de tout logique or-

imaginer autre chose dans nos modèles d'organisations que ceux que nous reproduisons chez l'adversaire. Sans oublier que cela nie bien souvent justement les réalités populaires. N'oublions pas que la base d'un regroupement libertaire est l'affinité, l'envie de s'épanouir et de se développer avec d'autres individus, et non les frontières administratives héritées d'une société que nous haïssons. C'est en cela que culturellement l'approche d'un échelon peuple peut efficacement remplacer pour cet échelon la notion de territoires, de découpages et de limites proposées par les modèles étatiques.

Un tel fédéralisme se basant sur le regroupement libre d'individus au sein de groupes, eux-mêmes organisés sur un même espace bâti sur la notion très ouverte de peuple (à condition, bien sûr de s'en tenir à une définition ouverte écartant définitivement les critères de naissance, que ce soit le sol ou le

sang, chers à certains nationalistes), et interagissant entre eux à l'échelle la plus large possible, est le but que nous devons nous fixer. Chaque individu peut alors par ses activités au sein de son groupe maintenir en vie ses pratiques linguistiques, musicales, artistiques car évoluant dans un groupe possédant des caractères communs. Cela est particulièrement vrai au niveau linguistique car le fait d'évoluer directement dans un milieu linguistiquement proche permet de minimiser les risques d'extinction, et remet la langue dans sa seule place réelle : celle d'outils de communication vivants et efficaces (loin de la place d'objet de musée que certains colonialistes voudraient lui attribuer, et loin de la place quasi-mystique que lui attribuent certains nationalistes de France comme de Bretagne).

Et le territoire dans tout ça ?



## Ma revr gant ho

## "surentez" !

## Frankiz evit ar pobloù !

organisationnelle. L'échelon populaire (Peuple : groupement de populations se sentant une affinité culturelle, un désir de construire et de vivre ensemble. Les peuples se sont souvent bâtis autour de liens culturels et affinitaires, au gré de migrations) semble plus efficace dans la mesure où il permet de conserver en relation des personnes culturellement, linguistiquement proches. Il permet aussi, justement, de préserver les différentes cultures et langues en leur ouvrant un espace de vie permanent. Le « fédéralisme » constaté actuellement dans la majeure partie des autres organisations montre bien ses limites : Union nationale (avec un siège), des unions régionales (souvent, même si ce n'est pas toujours le cas, sur les découpages administratifs étatiques), quand n'apparaît pas carrément l'échelon préfectoral dit « départemental ». Ne sommes-nous pas assez créatifs pour

Le territoire ou terroir est le lieu d'installation, de vie, de travail des individus et donc par là même celui des groupes et peuples qu'ils composent. L'histoire le démontre : la place géographique des peuples peut évoluer (historiquement c'est même une réalité certaine pour la quasi-totalité). Chaque peuple est d'ailleurs souvent le métissage (voulu ou non) de populations locales avec des populations arrivantes, thèse mettant à mal la notion de peuples soi-disant « purs ». Tout peuple étant métisse que ce soit par la culture, la population. Chaque peuple, ou partie de peuple, ou individu (car chacun peut très bien avoir envie de se déplacer de son côté) peut donc être amené à migrer. Cela est incontestable. En revanche, ce qui est contestable c'est lorsqu'un autre peuple (souvent organisé en État) en force un autre à le faire pour récupérer la place (dans un passé pas très lointain et un présent très proche en Palestine), ou alors s'impose sur le territoire où évolue déjà un autre peuple en prétendant le gouverner, imposer ses normes, sa culture et ses règles de vie (on peut résumer ainsi l'histoire de l'État français et de bien d'autres).

Le territoire, tel que je le conçois en tant que libertaire, est un espace de vie et de travail pour une population. Il n'est ni fermé (hors de question d'y mettre des postes frontières, que se soit pour empêcher les entrées ou les sorties), ni fixe (les migrations massives pour quelque raison que se soit sont encore possibles). Lorsque le territoire change c'est que la population y évoluant le décide sans contrainte, sans menace. Elle doit alors pouvoir y faire évoluer sa culture, ses choix et laisser toute liberté aux individus qui y vivent ou souhaitent y vivre.

Mais le territoire dans un système organisé et productif (au sens où même dans un modèle fédéraliste libertaire, il est nécessaire de produire de quoi équiper et nourrir les individus) est en plus une unité géographique du point de vue logistique. La conception de territoire à échelle locale, justement sur la base des peuples (c'est à dire assez petit pour permettre des distances raisonnables dans l'organisation des déplacements de biens ou de personnes, et assez grand pour permettre une diversité

de types de production et l'accès à plusieurs types de ressources) est aussi l'un des outils logistiques du développement d'une société libertaire efficace dans sa capacité à subvenir aux besoins de l'ensemble des populations : c'est l'unité adéquate pour l'établissement d'infrastructures de transport ou de réseaux de communications dont même une société libertaire ne saurait faire l'économie. C'est d'ailleurs la raison d'être des modèles organisationnels au niveau des groupes politiques. Les collectifs locaux permettant aux



individus de se rencontrer sans abus de transport, les coordinations de collectifs permettant de travailler et de s'organiser à un échelon plus large...

#### En conclusion.

Une société libertaire ne pouvant être fondée sur des prétentions de supériorité, sur l'oppression, sur le colonialisme et l'impérialisme, se doit de permettre à tout individu et groupe d'individus de s'épanouir. Elle doit refuser toute forme de suprématie (y compris culturelle et linguistique). La reconnaissance des peuples, de leurs cultures, de leurs droits et de leurs libertés est donc la condition sine qua non d'une telle société. Cela doit se traduire en Bretagne par l'implication des libertaires dans la lutte d'émancipation et de reconnaissance du peuple breton.

Une société libertaire se devant de permettre le libre épanouissement de chaque individu comme entité propre doit refuser les aspirations « nationalistes » telles qu'on les re-

trouve chez certains mouvements (création d'un État autoritaire : en existe-t-il qui ne le soit pas ?) en recopiant les structures d'oppression des États colons, instauration par quelques-uns de lois et de règles s'appliquant à tous, reconnaissance d'une « nationalité » basée sur les notions de sang ou de sol, immuable et non choisie, instauration d'une langue officielle, celle-ci devenant alors de facto « supérieure » à celle qui ne le sont pas. Les libertaires prenant part à une lutte de libération « nationale » doivent alors se garder

des tentations frontistes, portes ouvertes à toutes les déconvenues. Il faut donc lutter pour une « société libertaire dans une Bretagne libre » et jamais se contenter de la seconde moitié de ce slogan.

Alors chaque individu, chaque peuple (en tant que composante sociale, culturelle, linguistique...) trouvera sa place dans une société où les échelons d'organisations s'imbriqueront et interagiront : individus, groupes, peuples, et ce à l'échelle planétaire. C'est un objectif, c'est le mien et celui de beaucoup

d'autres libertaires conscients qu'on ne fonde pas le respect sur l'universalisme imbécile ou l'impérialisme. Mais face à cet ennemi commun (enfin, je l'espère) qu'est le capitalisme dans tous ses fondements et ses conséquences (exploitation, monétarisation et propriété des biens, fascisme, impérialisme, loi du plus fort, contrôle social, flicage et répression), c'est un objectif à très très long terme et qui déjà, à l'échelon local, ne pourra se réaliser que si au-delà des querelles stériles nous nous prenons en main pour y travailler. Le but de cet article (certes très long) était aussi d'expliquer la raison d'être de l'anarco-indépendantisme, loin des rumeurs et des insinuations.

**Bretagne libre dans une société fédéraliste libertaire !**

[Fin]

OLC

# Incinérateur de Plouharnel

Mettez de la dioxine dans vos poumons...



*L'incinérateur de Plouharnel est vieux et vétuste. Ce bon vieux cracheur de dioxine, métaux lourds et autres poisons devrait bientôt tirer sa révérence. Selon les bons souhaits des élus locaux, il devrait être... agrandi. Alors évidemment là ça sent bon le développement durable. De toute façon, pas de souci, si les élus sont d'accord c'est donc que ce n'est pas nocif pour notre santé. D'autant que l'incinération des déchets ne résout rien : les tonnes de mâchefers produits doivent ensuite être envoyés vers un centre d'enfouissement.*

## Les rejets des incinérateurs de déchets.

Si la dioxine tient le haut du pavé médiatique, elle n'est qu'un des composants de ce que nos poumons doivent ingérer. Petit listing des poisons couramment rejetés :

- Métaux lourds : cadmium, plomb, mercure
  - Gaz toxiques : oxyde d'azote, dioxyde de soufre, acide chlorhydrique
  - Dioxines et nombreux dérivés.
- Mâchefers (30% en poids de l'ensemble des déchets traités)

Or selon la lettre des professionnels de santé du 10 avril 2003, rédigée à Vannes : « Les études menées sur notre territoire mettent en évidence la responsabilité des incinérateurs dans l'augmentation du nombre de pathologies graves ( cancers ). Notons que les cancers liés aux dioxines peuvent apparaître 25 ans après la contamination, comme c' est le cas pour l' amiante. »

## Un lourd impact environnemental

Dans la zone de Plouharnel, qui est en secteur maraîcher et maritime, la présence de l'incinérateur et de ses rejets ne peut manquer d'influer sur l'agriculture, la pêche. Ce que nous respirons nous pouvons le retrouver dans nos aliments ! Or, l'information de la population sur les risques, sur les dysfonctionnements et sur les

incidences environnementales est quasi-nulle et bien souvent le peu de données qui filtrent sont le fait des collectifs et associations qui dénoncent ce genre d'aberrations que sont les incinérateurs de déchets ménagers. Il n'y a aucune véritable politique de transparence autour du centre ni de la part des élus, ni de la part de la préfecture laissant la population et les producteurs agricoles dans l'ignorance des risques.

Des manifestations sont organisés par des collectifs locaux pour demander la fermeture des incinérateurs et rechercher d'autres solutions moins destructrices pour l'environnement et les personnes. Tenez vous au courant et participez !

OLC

**D**ans le genre on aime pas : **le projet Cap Malo**. A l'initiative de plusieurs acteurs économiques et politiques du département d'Ille et Vilaine, comme l'actuel président du Conseil Général Jean-Louis Tourenne, ce projet va accoucher d'un nouveau complexe commercial sur La Mézière et Melesse. Avec des concepts novateurs importés, tel le fun shopping, qui permettra à toute la famille de consommer des biens et du loisir toute la journée, nous allons pouvoir assister à la réalisation d'une nouvelle verrue commerciale de 70 hectares dans le bassin rennais, où les grandes enseignes auront leur place. Rappelons que Jean-Louis Tourenne est socialiste, donc si vous voulez encore plus d'uniformisation autour des villes, plus de concessions envers le secteur marchand, les marques, voilà un projet tout à fait social et « socialiste » de l'aménagement de l'espace péri-urbain !



# Mauvais genre ?

Coup de gueule

*Il est des combats dont l'on entend peu parler. Les rapports entre sexes, avec toute la violence qu'ils entraînent, ont donné naissance aux mouvements, aujourd'hui bien connus, anti-sexistes, féministes et Gay et lesbiens. Nous pourrions penser avoir fait le tour ici des possibilités de luttes anti-sexistes. C'est toutefois faire preuve d'une méconnaissance grave des problèmes des minorités sexuelles. Une discrimination demeure aujourd'hui très vivace et est instituée au point de porter légalement atteinte à la dignité et pire encore, à l'intégrité et l'identité individuelle. Cette discrimination sexiste et fascisante que nous, anarchistes, devons prendre en compte (et dont, sans doute, certains d'entre nous peuvent malheureusement être porteurs) a désormais un nom : la transphobie.*

Le 2 juin 2004, l'anthropologue Françoise Héritier organisait, à la cité de la Villette, une conférence faisant partie d'un cycle sur le thème des rapports masculin/féminin. Étaient alors invités l'anthropologue Bernard Saladin d'Anglure, travaillant sur le genre chez les Inuits, ainsi que Patricia Mercader, auteure d'un ouvrage au titre lourd de signification *L'illusion transsexuelle* (1). Monsieur Saladin d'Anglure intervient sans problème. Au moment de la prise de parole de Madame Mercader, un groupe de femmes et d'hommes monte sur l'estrade en reniant le droit à la psychologue de prendre la parole : il s'agit du G.A.T (Groupe Activiste Trans). Les manifestantEs brandissent des affiches et scandent des slogans adressés à la psychologue : « Mercader assassin, tu as du sang sur les mains ». Par la suite, le groupe prend la parole et empêche Patricia Mercader de s'exprimer.

Le G.A.T (2) est un groupe activiste et libertaire de TranssexuelLes et de transgenres en colère. Les membres du G.A.T sont indignés du fait de l'invitation de la psychologue qui n'a eu de cesse, dans son ouvrage, de porter atteinte à la digni-

té des TranssexuelLes. Elle, comme la plupart de ses collègues, classe le transsexualisme dans les nosologies psychiatriques : « la conviction de ne pas être de son sexe, mais de l'autre relève du domaine de l'illusion, voir du délire [...] le syndrome transsexuel peut se concevoir comme une forme particulière de décompensation psychotique ou bien de décompensation chez un borderline. Ainsi, Mercader relaye d'un point de vue scientifique l'opinion commune et l'attitude dictatoriale de l'État français qui s'arroge le droit de décider et de définir l'identité de genre de ses citoyens esclaves.

En tant que Bretons, nous savons ce que c'est que d'être spolié dans son identité sociale. Mais dans le cas de la transsexualité, cela va beaucoup plus loin puisque qu'il s'agit d'une atteinte à l'identité individuelle, sexuelle, à l'intégrité physique et intellectuelle. Comme la France a pu naguère qualifier les Africains d'animaux, les homosexuelLes de monstres, elle taxe aujourd'hui les trans de malades.

Elle se donne ainsi le droit de décider ou non pour l'individu de l'opportunité d'une opération et en limite considérablement l'accès au moyen d'une lourde prise en charge protocolaire. Les critères de sélection drastiques doivent aboutir à sélectionner, parmi les candidats, un échantillon de 15%. Il est obligatoire de se plier à un suivi thérapeutique de 2 ans, d'avoir entre 23 et 65 ans, de ne pas être homosexuelle dans le genre d'arrivée ( l'État français se refuse à créer des « pédés » et des « gouines » ), il ne faut avoir été ni mariéE ni parent, ni séropositif ni travailleuRSE du sexe. A ceci s'ajoute, lorsque tous ces critères ont été remplis, l'obligation, pour l'obtention des papiers, d'aller jusqu'à la castration physique et de se soumettre à une expertise.

Il semble donc que l'État ait un droit de possession et même d'u-

suffruit sur le corps de ses individus. La société a le pouvoir de décider, à la place du principal concerné, de son sexe ainsi que de son genre. Les corps sont donc à son entière disponibilité et doivent se soumettre à ses critères sans bien sûr passer par la case androgyne qui n'a pas sa place dans les représentations judéo-chrétiennes. Il sied donc que notre genre coïncide avec notre sexe physiquement apparent sous peine de n'être qu'un sous citoyen.

La société viole l'intégrité des individus car elle est à même de décider qu'un individu sera en contradiction avec son sexe physique ou qu'il soit castré pour ne par être d'un troisième sexe que les conceptions moralisantes ne pourraient tolérer. Elle peut donc lui imposer ou lui déchirer un bout de chair en toute légalité (tout en étant choquée par les sociétés pratiquant l'excision). L'individu est donc dépossédé de ce qui devrait légitimement être sa possession inaliénable : son corps et son identité. En ce sens les lois sur la transsexualité sont profondément liberticides et assassines (au sens figuré comme au sens propre : pensons aux suicides).

Finissons par une citation de Mercader, révélatrice du fondement moralisateur de ses conceptions : « Il est également indispensable que le changement de sexe civil ne serve pas à cautionner la déviance, la perversion ou la débâche. ». Vive les culs bénis ma mère, vive les culs bénis.

CORBO

1 ) MERCADER P., *L'illusion transsexuelle*, Paris, l'Harmattan, 1994.

2 ) Contacts/ gata-tion@netcourrier.com

# Stourm labourizion STM

*Bout 'zo degouezadennoù pouezus en ur gêr vras 'vel hini Roazhon. Stourm labourizion STM a zo anezhe. Chom diforzh a oa diaes pa dremenet e-tal dor su labouradeg Le Blosne, dirak arsav metro Italie : Adanvet eo bet ar straed "Avenue de la précarité", panelloù o kemenn 600 torr-gopr hag ivez an deltern a zege-mer ar piked grêv dirak dor an uzin.*

Mais reprenons depuis le début. C'est le 21 Août 2003 qu'est annoncée la fermeture, dès le mois de septembre, de l'usine rennaise du constructeur franco-italien de semi-conducteurs,

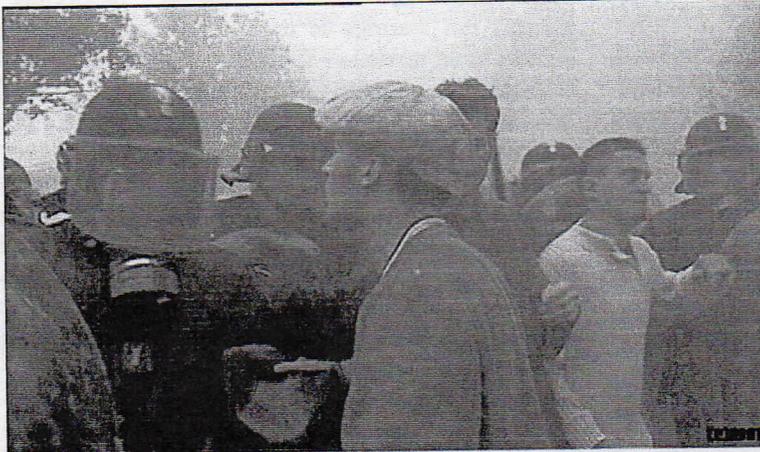
"leader mondial pour le développement et la réalisation de solutions sur silicium". Et bien sûr, cette multinationale, cotée à la Bourse de New York, de Paris (Euronext) et de Milan, dégage des bénéfices énormes : 5,1 milliard de dollars de chiffre d'affaire sur les neuf premiers mois de l'année 2003. Le groupe compte plus de 45000 employés, 39

centres de conceptions et d'applications, 17 sites de production et 88 bureaux de vente dans 31 pays. Autrement dit, un géant capitaliste qui (on s'y attend un peu) foule du pied le bien-être de l'humanité pour se concentrer sur le bien-être du portefeuille d'une petite minorité.

Bien sûr l'État français (c'est son rôle) chouchoute STM : il en est actionnaire à hauteur de 17 % par le biais de France Telecom et du CEA (l'État italien possède également 17 % du groupe). En 2002, STM avait bénéficié avec l'Américain Motorola et le Néerlandais Philips de 543 millions d'euros d'aides publiques pour son site de Crolles. Le 10 décembre 2003, Pasquale Pistorio, PDG de STM, est nommé parmi les 19 dirigeants français et européens composant le conseil stratégique pour l'attractivité de la France. Et la suite montrera que l'État, même en faisant

mine de protester contre la délocalisation du site de Rennes vers Singapour, ne rechignera pas trop à prêter ses CRS...

Dès la fin août 2003 les salariés de l'usine du Blosne sont assez réactifs, d'autant plus qu'ils ne sont pas isolés sur le pays de Rennes (c'est aussi le cas des employés de Philips et de Thomson). Durant l'automne, plusieurs manifestations rennaises ont lieu, et ce dès le 26 août. Le 3 septembre, à l'occasion du Comité Central d'Entreprise qui a lieu au siège de STM à Montrouge (Paris), 270 employés de la boîte font le déplacement et perturbent



bruyamment la réunion au cours de laquelle les représentants des salariés claquent la porte avant même que le cas de Rennes ne soit évoqué. Le 8 septembre, une délégation du personnel de STM Rennes est reçue par Nicole Fontaine, ministre de l'Industrie, qui se contente de geler le "plan social" pour deux mois.

Le 27 septembre, le "train de l'entreprise" passe à Rennes, c'est alors l'occasion d'une manifestation qui réunit 2000 personnes qui défilent jusqu'à la gare... On assistera au spectacle pour le moins savoureux des flics interdisant l'accès au train capitaliste.

C'est également le début d'interminables péripéties judiciaires : L'usine STM du Blosne compte 465 salariés et 150 intérimaires. Une bonne partie de ces derniers ont été embauchés en avril 2002 pour "trois

mois maximum". Ils resteront en réalité jusqu'à la fin pour la plupart. Et pourquoi donc ? Car déjà à cette époque la boîte savait que l'usine allait fermer, elle préparait le transfert de la production à Singapour qui y était encore assez erratique. Or, pour honorer les commandes, les intérimaires bossent mieux que les employés fixes (on trime plus pour être sûr de voir son contrat renouvelé). Certains de ces intérimaires ont bossé comme ça sept ans dans cette usine, avec la crainte perpétuelle de se faire lourder. En bref, ils ont remplacé des départs à la retraite ou des personnes qualifiées et diplômées sans en avoir ni le statut ni la rémunération.

Très rapidement, après l'annonce de la fermeture de l'usine, on indique aux intérimaires qu'ils devront partir dès septembre pour certains et jusqu'à décembre pour les autres. Dès lors ils sont 134 à porter plainte fin Août 2003 contre STM et contre leur

boîte d'intérim, Gerinter, devant le conseil des prud'hommes pour demander la requalification de leurs contrats en CDI, avec toutes les compensations financières que cela induit.

La bataille judiciaire de 43 intérimaires reprendra pour les mêmes motifs au printemps 2004. En effet, une fois la fermeture du site officielle en mars, la boîte d'intérim cherchera à gagner du temps, jusqu'à la fermeture de l'usine. Une fois celle-ci effective, les intérimaires ne peuvent plus la réintégrer, mais une décision de justice en leur faveur remettrait en cause du plan social puisqu'il faudrait l'étendre aux salariés précaires. Finalement l'audience s'est tenue le 1er juin. Le jugement sera rendu ce 7 septembre.

Dès le début également, les politiciens joueront le jeu de la récu-

pération. La mairie de Rennes, tenue par le "socialiste" Edmond Hervé, jouera la carte de la reconversion (à coup d'expertises) et du reclassement. Et dans le domaine on a parlé de beaucoup de choses : Highwave, Mitsubishi et autres Alcatel... Les reclassements ne concernent qu'une minorité des anciens employés. Bref, à l'heure qu'il est il faut bien constater que cela n'était que des gesticulations préélectorales, car ce n'est pas un hasard si la municipalité de Rennes s'est indignée de tant d'inaction de la part des conseils régionaux et généraux, à l'époque entre les mains de l'UMP (depuis elle s'indigne moins...).

Du côté des syndicats présents sur le site, il n'y avait au départ qu'une section CFDT, la CGT s'étant implantée au cours de la lutte, notamment en acceptant de défendre les intérimaires. Et là c'est comme d'habitude : si les militants de la CFDT et de la CGT à STM se battent contre la fermeture de leur usine, les UL et UD de leurs syndicats sont bien moins entreprenantes et crient à la récupération anarchiste (sûrement pour justifier leur immobilisme). Heureusement, la CNT (dans la mesure de ses moyens) sort du lot par sa combativité, tous les jours auprès des salariés, sur le piquet de grève, proposant autre chose que de mendier les miettes.

D'un point de vue stratégique, les travailleurs de STM se sont bien rendus compte, au fil de leur lutte, qu'il ne fallait pas compter sur les élus et qu'il fallait éviter tout corporatisme ou isolement. Déjà en novembre, une possible convergence concrète des luttes aurait pu être possible : si quelques étudiants (non mandatés par l'assemblée générale de la fac de Rennes 2 en grève et donc agissant pour leur compte) ont signé un tract commun avec leurs camarades salariés, les choses ne sont pas allées beaucoup plus loin. De tristes individus (affiliés à un "syndicat" étudiant que je ne citerai pas) avaient soigneusement évité la possibilité d'évoquer ou de voter en AG un cortège étudiant se rendant à l'usine du Blossne ("trop loin"...).

Il faudra attendre le 17 avril

2004 pour voir une coordination hexagonale des boîtes en lutte contre les licenciements à la salle de la Cité.

Une autre question est celle de la pertinence de la voie judiciaire pour se battre contre le patronat : en septembre 2003, en vue d'annuler le CCE du 3 de ce mois, puis plus tard devant le tribunal de Nanterre afin de plaider l'illégalité des licenciements. Mais voilà, la justice de classe donne toujours raison à qui on sait. C'est ainsi que dans cette affaire on a surtout vu des ouvriers se faire condamner pour avoir bloqué les entrées et les sorties de marchandises. Le tribunal comme moyen de lutte n'est pas vraiment approprié, c'est un harcèlement (nécessaire en certains cas)



mais rarement très efficace.

On a assisté à de fortes preuves de détermination de la part des salariés : les 19 et 20 janvier 2004, 150 personnes retiennent le directeur du site et le DRH après une réunion du comité d'entreprise. Les deux "responsables" seront récupérés par un cinquantaine de CRS. Du 2 au 16 mars, trois employées se mettent en grève de la faim devant l'entrée de leur usine.

Il y a eu très peu de journées de grève, car dans le cas d'une entreprise qui menace de fermer, la pertinence de l'arrêt volontaire de travailler est à réexaminer. On peut dire que la voie qui a été suivie par les ex-STMicro est la bonne, même s'il aurait sans doute fallu aller plus loin. Le blocus des marchandises (effectué dès le 18 novembre 2003) était un bon début de réappropriation de son lieu et outil de travail même si on est encore loin de la lutte exemplaire de LIP dans les années 1970. Cette usine de fabrication de montres

avait fonctionné en autogestion pendant plusieurs mois.

Le site STM Rennes ferme donc fin avril. Ce n'est pourtant pas la fin du combat de ses ex-employés qui se donnent alors pour but d'empêcher le déménagement des machines vers l'usine de Singapour. La surveillance commence alors.

Le 10 juin 2004 vers 4h30 du matin, un voisin de l'usine passe un coup de fil à des gens du piquet de grève : des camions sont entrés dans l'usine, puis les gendarmes mobiles. Une incroyable chaîne téléphonique se met alors en place. C'est au final plus de 200 personnes qui se retrouvent en ce matin pluvieux aux deux entrées de l'enceinte de l'usine. Un face-à-face tendu avec les forces de l'ordure commence. Des œufs, des fusées et des fumigènes sont lancés vers l'intérieur, visant les camions en plein chargement frénétique, les vigiles en nombre ce matin, les flics et les responsables de STM supervisant le hold-up. À l'entrée nord, ça chauffe particulièrement : après une bataille de pneus contre le cordon de robocops interdisant l'accès à la grille, les manifestants allument un grand brasier entre un bâtiment de l'usine et les flics (du poulet grillé en perspective). Du coup ça manque pas : les pompiers (ces rabat-joie) rappellent et sont quelque peu chahutés par les militants qui s'emparent de la lance à incendie. Il faudra une charge des gendarmes mobiles pour éteindre le barbecue. Vers les 10 h, les deux camions commencent à sortir. Leur progression pendant le premier km sera alors fort laborieuse, permise par de nombreuses charges des flics et tirs de lacrymogènes contre les émeutiers qui s'allongent devant les véhicules, s'y accrochent, y lancent divers projectiles et obstruent le passage à l'aide de poubelles. Le tout en plein quartier résidentiel. Une fois le convoi en fuite, une centaine de personnes décident de frauder le métro jusqu'au campus de Villejean d'où part un cortège vers la préfecture.

Ce n'est que le début du démontage des machines. D'ailleurs, dans la nuit du 12 juin un militant de la FA qui passait aux alentours de l'usine suite à une fausse alerte qui annonçait une sortie de machines

s'est fait attraper en pleine rue par les vigiles de l'usine (ce qui est illégal) qui l'ont confié à la BAC. Il a donc passé 13 h en garde à vue pour une histoire d'incendie concoctée par les vigiles. Faute de preuves il a été relâché sans suite.

Maintenant, les espoirs de voir l'usine reprendre son activité sont assez minces. Il faut toutefois toujours voir le côté positif d'une telle lutte qui aura permis à pas mal de personnes, confrontées à la violence de classe, de se poser des questions. C'est une lutte aussi pleine de défauts, comme celui du manque de démocratie directe : sans ce fonctionnement collectif, une lutte ne peut pas être menée de manière satisfaisante.

La multinationale quant à elle n'a peur de rien : "Chez ST, nous reconnaissons depuis longtemps l'importance du développement durable. Nos objectifs des quinze dernières années ont toujours associé étroitement la prospérité économique, la protection économique et l'équité sociale." vante-t-elle dans un rapport environnemental et social en 2001. Dans ce même rapport, on peut même apprécier plus en détail les méandres tumultueux de l'esprit capitalo, et ça vaut une citation :

"Nos perspectives sont mondiales, mais nous savons que notre force et notre compétitivité reposent sur le respect des différences culturelles. Nous avons toujours promu à ST une culture "métanationale" qui dépasse le concept de nationalité, en essayant d'identifier et de renforcer les atouts locaux dans le monde entier. Une approche de ce type optimise nos moyens collectifs et sous-tend notre volonté stratégique d'exploiter des structures totalement intégrées dans chaque grand système macro-économique mondial"

En gros, on respecte les cultures locales : les singapouriens fabriquent mes puces électroniques et les bretons servent les crêpes à côté de l'hôtel de mes vacances...

Le site de STM Rennes n'est pas le seul à être touché par la délocalisation, c'est aussi le cas de STM Carrolton qui va également

fermer, réduction de personnels sur le site de Milan, gel des embauches ailleurs... sauf évidemment où le



coût de la main-d'oeuvre est meilleur marché : Singapour, Inde et bientôt Chine.

STM est une entreprise comme beaucoup d'autres, qui licencie en Europe pour délocaliser alors qu'elle dégage des profits. Comme quoi la croissance n'est bonne que pour la bourgeoisie, c'est à dire les patrons et les actionnaires. Bonne santé des entreprises ne veut jamais dire plein emploi, a fortiori quand ces entreprises peuvent avoir une envergure internationale. Dès lors il

ne reste plus dans ce système que deux choix pour les travailleurs occidentaux : le chômage ou le renoncement aux droits sociaux, l'égalité par le bas (c'est ce à quoi on assiste actuellement avec la vague de chantage à l'emploi auquel se livrent certaines entreprises ; prendre les salariés en otage pour leur faire renoncer aux 35h payées 39). Dans le contexte réformiste ces droits sociaux (récemment rebaptisés "acquis sociaux") sont de minces protections contre la nocivité du capitalisme : aujourd'hui celui-ci les foule du pied avec de plus en plus d'aisance et de mépris. Le capitalisme, soit on l'élimine soit on le subit, il n'y a pas de solution intermédiaire.

LE CAPITALISME NE MOURRA PAS TOUT SEUL : ACHEVONS-LE !!!

Per-Ewan

#### Rennes n'aime pas les pauvres

Quand la très « socialiste » mairie de Rennes décide de faire le ménage dans ses rues afin de plaire à ses commerçants, elle ne pond pas des décrets anti-mendicité comme n'importe quelle mairie de droite... non, car une mairie « socialiste » trouve d'autres stratagèmes beaucoup plus élaborés. Un pauvre dans la commune est automatiquement renommé « Marginal ». C'est à dire marge de la société... de leur société... Mais qu'est-ce que la société du PS rennais ? C'est un programme de rasage systématique des vieux quartiers. On y fait construire à la place des immeubles modernes qui ne choqueront pas l'œil de nos esthètes bourgeois, et que l'on remplira de familles bien intégrées, de jeunes cadres... qui cadreront mieux avec le nouveau décor... bref des gens normaux qui consomment normalement et qui peuvent acheter des 4X4 qui viendront défoncer le bitume où ne dormira plus le « marginal ».

D'autres stratagèmes étais-je en train de dire ?

En effet, Edmond, maire de Rennes, a la grande classe : la police n'intervient pas directement chasser manu militari les empêchés de s'embourgeoiser en rond... non... ils kidnappent leurs chiens, ce qui somme toute est une jolie trouvaille... car le malheureux à qui l'on vole l'animal devra en outre déboursier plus de 100 € pour le récupérer... ce qui ne sera certainement pas dans les moyens de beaucoup. Outre le procédé assez choquant, on pourra aussi s'inquiéter du devenir de l'animal qui, s'il n'est pas récupéré, risque tout de même de ne pas faire long feu dans les refuges déjà archis bondés. Mais ça, quand on est « socialiste » à Rennes, on s'en branle... car c'est tous les jours qu'on pense aux élections... et les commerçants votent, eux...

Robert Dizober

# Répression en Sardaigne

Aux compagnons et compagnonnes du mouvement révolutionnaire sarde et international

*Nous avons l'exigence d'écrire quelques lignes à propos de notre arrestation, survenue la nuit du 11 au 12 juin 2004 (1). Les chiens de garde que nous avons à nos basques étaient nombreux cette nuit-là. Après divers épisodes de feu et de rébellion contre ce système, ces derniers avaient certainement besoin de faire plaisir à Pisanu (ministre de l'Intérieur), ce sarde vendu aux colonisateurs italiens, en attrapant quelques boucs émissaires, tant mieux s'ils étaient anarchistes ou communistes. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés face contre terre, un pistolet pointé sur la tempe. Ces esclaves étaient bien outillés et, pendant que nous étions à terre, ils ont passé leur cagoule afin de n'être pas reconnus. Leurs noms sont : inspecteur-chef Greco Luigi, inspecteur Quaranta Luigi, ass. chef Duva Fabio et ass. Di Felice Stefano ; tous les quatre de la direction centrale de la police préventive de Rome (GLA — groupe de travail sur les anarchistes). Toutes nos pensées vont à eux, nous ne vous oublierons jamais.*

En tant que compagnons révolutionnaires, il ne nous intéresse pas d'être innocents ou coupables. Nous laissons cette définition à ceux qui, avec l'autorité arrachée par des siècles de sang et de sueur de tous les prolétaires, décident de notre liberté, à savoir l'État et le capital. Nous ne légitimons pas et nous condamnons sans aucun doute toute forme de jugement contre des individus ou des groupes en lutte contre l'État et ceux qui s'en rendent complices. A tous ces sous-fifres et charognes diverses et variées qui pensent avoir infligé un grand coup au mouvement révolutionnaire sarde, nous voulons affirmer qu'ils se trompent, oubliant qu'il y a des gens qui ne plient pas face à l'arrogance et aux violences commises quotidiennement par l'État italien contre le peuple et la nation sarde. C'est une erreur de leur part de penser qu'en nous arrêtant, nous trois et les autres compagnon/nes, et en réprimant ceux qui ont été proches et solidaires de

nous au-delà des barreaux, ils peuvent affaiblir le souffle révolutionnaire en Sardaigne et ailleurs. Après notre arrestation et les perquisitions massives contre nos ami/es, parents et compagnon/nes, la vague répressive a culminé avec la fermeture du cercle antagoniste et antiautoritaire Fraria, sur ordre du préfet Orru' et sous la supervision du procureur Caria, aujourd'hui remplacé par De Angelis. Dans ce local, des individus anarchistes, communistes et indépendantistes se rencontraient depuis des années pour discuter et organiser des initiatives contre ceux qui gouvernent, et dans les luttes sur ce territoire, nous n'avons ni médiateurs ni candidats parce qu'ils nous dégoûtent. Nous sommes tous et toutes des rebelles et nous avons un seul désir : abattre toute forme d'autoritarisme, qu'il soit régional, étatique ou mondial. Nous luttons pour une vie qui puisse être auto-organisée entre individus libres, et non pas gérée par les exploiters de toujours, accapareurs de sièges et entrepreneurs avides jusqu'à la moelle, avec leur cohorte de factotum et de collabos.

Nos compliments aux procureurs Caria et De Angelis ! Nos compliments au préfet Orru' ! Contre vous, les insultes sont inutiles. Pour démontrer votre misère, il suffit de regarder votre travail de bureaucrates qui défendent l'exploitation de la Sardaigne et le vol de son sol pour construire des bases militaires, des casernes et des complexes touristiques pour la sécurité et le bien-être des bourgeois, qui défendent le pouvoir et le profit de quelques uns fondé sur la sueur et le travail de beaucoup, qui défendent les tribunaux de la justice bourgeoise et les prisons pour asservir les prolétaires. C'est vous les ravisseurs ! C'est vous les terroristes ! Nous savons bien que vos mesures, les perquisitions, les fermetures administratives et les arrestations n'éteindront pas notre enthousiasme et notre haine, ni celle de nos compagnon/nes contre cet État démocratique qui justement en tant qu' État, est autoritaire par défi-

nition. Nos compagnons et nos compagnonnes sont encore là dehors dans la rue pour le démontrer la tête haute. Tout notre soutien à eux et elles.

Une dernière pensée va aux scribouillards surmenés de l'information insulaire et italienne, serfs des flics et laquets des patrons. Nous leur adressons tous les mots qui, par convention pudique, ne figurent pas dans la dernière édition du Petit Robert ["Zingarelli" : dictionnaire de référence italien], et vœu de conclure leur infâme chemin vers les urnes avec la même vélocité qu'ils ont mise à s'afficher en première page, dans des articles blindés d'inventions, de conjectures, d'hypothèses infâmes et délirantes, fruits du cerveau tordu de leurs patrons. Que les colliers qui vous tiennent en laisse, en bon chiens jappant pour avoir leur prochaine misérable gamelle, démontrant ainsi votre misérable vie d'arrivistes, vous étrangle. Même enfermés dans un des nombreux Lager de cet État, nous ne nous sentons pas seuls et nous ne nous rendons pas. Nous continuerons à lancer avec force notre cri de révolte contre tous ceux qui gouvernent.

Dans et hors des murs, aucune résignation — contre les gouvernements assassins, solidarité et action !

Ne meris ne tzeraccus  
Morti a s'imperialismu gherra a s'istadu ! (Mort à l'impérialisme, guerre à l'Etat !)

Solidarité avec tous les peuples en lutte !

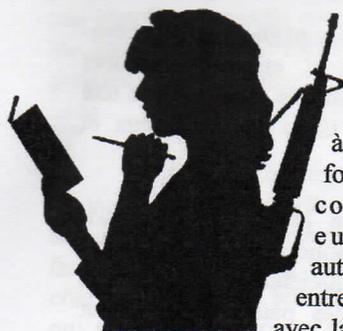
19 juillet 2004

Carlo, Luca et Vinico

1) NDLR : Carlo, Luca et Vinico sont accusés d'avoir posé un engin explosif contre le siège de Forza Italia

# Action Directe

## Résumé chronologique du mouvement



De 1977 à 1978, se forme une coordination européenne autonome qui entre en relation avec la guérilla en Allemagne et en Italie. En France, se crée un regroupement de militants révolutionnaires voulant effectuer des actions armées. Ils viennent de divers milieux, groupe armée anti-franquiste, groupe d'action révolutionnaire international et des autonomes. Cette coordination opéra des sabotages et des mitraillages de façade pendant près de 2 ans. A partir de 1979, la coordination monte d'un cran en attaquant les armes en mains le siège du patronat. Suite à ça, le groupe Action Directe fera son apparition. De septembre 1979 à mars 1980, une dizaine d'attentats ont lieu contre les centres de gestion des patronats et contre les bâtiments des gestionnaires des travailleurs immigrés. Le 16 mars, un commando attaque le Ministère de coopération (principale administration en charge des relations politico-militaires entre l'état français et les pays africains), le ministre Galley échappe de peu au tir. Tout au long de leur campagne armée (donc de 1979 à 1987), Action Directe restera dans la même lignée en attaquant des cibles capitalistes et impérialistes avec plusieurs niveaux dans leur processus révolutionnaire et toujours en liaison avec les événements internationaux et en relation avec les autres groupes de guérilla de toute l'Europe.

En mars 1980, 32 militants autonomes sont arrêtés, des attentats sont réalisés en représailles les jours suivants (attentat contre le GIGN et un commissariat à Toulouse...)

En septembre 1980, une dizaine de militants, dont Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon, sont arrêtés suite à une nouvelle fusillade.

En 1981, il y a un arrêt des attentats

dû à l'élection présidentielle. Seule une opération de financement a lieu en avril : un policier est tué.

La bataille de 1981 se dirige plus vers l'obtention de l'amnistie pour tous les prisonniers politiques, la fermeture des QHS (de nombreuses grèves de la faim) et contre les tribunaux d'exception.

Suite à l'élection de Mitterrand, un très grand nombre de prisonniers politiques est amnistié. Rouillan et Ménigon sont relâchés.

De 1981 à 1982, des ruptures s'opèrent au sein du mouvement, ce qui l'affaiblit. Il se restructure rapidement et devient de plus en plus coordonné. Au niveau européen, des actions sont réalisées en commun.

En février 1982, a lieu un attentat contre le local des organisations fascistes turques à Paris

et en mars l'antenne du ministère israélien de la défense à Paris est mitraillée.

Le commando est composé de membres d'action directe et de révolutionnaires turcs.

En avril 1982, Joëlle Aubron et

Mohand Hamami sont arrêtés.

L'État français et l'Europe, en général, s'organisent eux aussi, en mettant en place des services de répression plus efficaces et en s'enfonçant de plus en plus dans le néolibéralisme.

En parallèle, en août 1982, les troupes israéliennes entrent au Liban et opèrent les massacres de Sabra et Chatila. AD lance une campagne active contre les sociétés israéliennes et américaines.

Le 19 août 1982, le gouvernement déclare AD illégal et dissout l'orga-

nisation. Action Directe devient donc totalement clandestin.

En automne 1983, le journal mensuel **L'Internationale** est créée. Il doit servir à coordonner les révolutions de toute l'Europe.

En février 1984, une dizaine de personnes sont arrêtées en Italie et en France. En mars, Helyette Bess et Régis Schleicher sont arrêtés.

Dans l'année 1984, une dizaine d'attentats ont lieu.

Le 25 janvier 1985, l'inspecteur général des armées, René Audran est abattu par les membres du commando Elisabeth Von Dyck (militante de la RAF, groupe de guérilla allemand, qui sera froidement tuée par la police lors de son arrestation).

De janvier 1985 à novembre 1986, une dizaine d'attentats ont lieu.

Le 17 novembre 1986, Georges Besse, PDG de Renault, après avoir effectué 3400 licenciements, est abattu.

En décembre 1986, tous les procès politiques, quelles que soient les dates des faits incriminés se déroulent devant les cours d'assises spéciales.

En février 1987, Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan, Joëlle Aubron et Georges Cipriani sont arrêtés dans le Loiret et condamnés à perpétuité dont 18 ans incompressibles.

Aujourd'hui, après 17 ans, l'État continue son programme d'anéantissement.

Joëlle Aubron est sortie le 16 juin 2004 après 17 ans de réclusion uniquement parce que toutes les expertises médicales affirment que désormais ses jours sont comptés.

Mais l'État français et sa justice refuse toujours de laisser sortir Georges Cipriani, ayant réalisé 17 ans de tôle, atteint de troubles psychiques et laissé sans soins ; Jean-Marc Rouillan, 17 ans de cabane, atteint d'un cancer au poumon et qui a encore récemment fait l'objet de violences suite à son hypothétique tentative d'évasion ; Nathalie Ménigon, 17

Combats contre la prison impérialiste en Espagne  
Un document des prisonniers du Pcc(3) et des Crapo  
(pages 12 à 13)

## L'Internationale Construire les fronts de lutte





ans de prison, après 2 accidents vasculaires cérébraux souffre d'hémiplégie. Ses soins lui sont toujours refusés. Une nouvelle demande de suspension de peine est en cours.

Régis Schleicher a entamé sa vingt et unième année de tôle. Libérable depuis 1999, toutes ses demandes de mise en liberté sont systématiquement rejetées.

Dernièrement, Hélène Castes, qui vivait depuis 20 ans au Mexique, a été arrêtée à quelques jours de la prescription des faits. Elle vient d'être extradée en France et elle est aujourd'hui incarcérée à Fleury-Mérogis (1). A croire que l'État français a eu et a toujours peur de ceux qui ont osé contesté son système et continue à *exhiber les prisonniers d'Action directe, en trophées du sécuritarisme exultant*. « On » promène de-ci de-là leurs dépouilles sépulcrales comme les reliques d'un espoir auquel il ne fait surtout pas croire. Leur maintien en détention n'a d'autre vocation que la dissuasion, « on » distille la peur à la manière de ce que Thiers signifiait aux fédérés de la Commune : « l'expiation sera complète ! »

Blanqui, sublime, lui rétorqua : « Ni Dieu ni maître ! » (R. Schleicher, mars 2004 – Clairvaux)

REFUSONS L'ACHARNEMENT ENVERS LES

EX-MILITANTS D'ACTION DIRECTE !

LIBERTE POUR LES PRISONNIER-ES  
D'ACTION DIRECTE !

(E.S)

Plus d'infos sur [www.action-directe.net](http://www.action-directe.net)

Écrivez-leur (adresses au 2 septembre 2004) :

<b>Jean-Marc ROUILLAN</b> 914 200 Batiment 2D11 Allée des Tuyas 94261 - FRESNES	<b>Nathalie MENIGON</b> 2173 J CD de Bapaume Chemin des Anzacs 62451 – BAPAUME Cedex
---------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>Régis SCHLEICHER</b> 9484 QI CP de Clairvaux 10910 - VILLE SOUS FERTE	<b>Georges CIPRIANI</b> 4369/1239 MC d'Ensisheim, 49, rue de la 1 <sup>ère</sup> armée 68190 - ENSISHEIM
--------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

1) Un récent communiqué du collectif Ne Laissons Pas Faire précise néanmoins qu'Hélène Castes ne faisait pas partie d'Action Directe.

## Où trouver le Huchoër ?

### Roazhon / Resnn :

- Librairie L'Encre de Bretagne, rue Saint Melaine
- Librairie Alpha Graph, rue d'Echange
- Librairie Au bout de la nuit, rue Legraverend
- L'Ekluserie occupée, rue Alphonse Guérin

### Sant Brieg / Saent Berioec:

- Librairie Errances

### Gwengamp / Guingamp :

- Maison de la Presse, place du Centre

### Boulvriag / Bourbriac :

- Tabac Presse, place du Centre

### Tonkedeg / Tonquedec :

- Café chez Jeannot, route de Lannion

### Lannuon / Lannion :

- Librairie Gwalarn, rue des Chapeliers

### Kemperle / Quimperlé :

- Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

### An Oriant / Lorient :

- Maison de la Presse, 18 rue des Fontaines

### Gwened / Vannes :

- Librairie Lenn ha dilenn, rue des Chanoines

### Quimper :

- Librairie Ar Bed Keltiek

### Lesneven :

- Tavarn / Ti krampouezh « Chez Tom »  
18 straed Itron-Varia

### Brest :

- Librairie Ar Bed Keltiek

### Paris :

- Coop Breizh, rue du Maine

### Lille :

- Infoshop, 4 rue de Colmar

### Nancy :

- La Casbah, rue Villebois-Mareuil

• les tables de presses, les manifs... et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes.

## ABONNEMENT

6 euros pour 4 numéros (chèque à l'ordre de CBIL)  
Le Huchoër c/o CBIL BP 7042 22200 Gwengamp  
cedex

# Petra nevez ? - T'chi qu'y a d'neu ?

**19/05 : Manifestation à Nantes de demandeurs d'asile menacés d'être jetés à la rue.** 82 familles demandeurs d'asile en passe d'être expulsées de leur logement ont manifesté devant la préfecture.

**2/06 : une trentaine de manifestants se retrouvent à Saint-Brieuc en solidarité avec la Palestine.**

**10/06 : L'entreprise STM de Rennes qui a licencié 600 salariés, déménage ses machines sous la protection des forces de l'ordre.** Malgré le rassemblement des salariés qui s'opposent à cette délocalisation, l'opération policière réussit.

Une centaine de parents, enfants et sympathisants des écoles Diwan, refusant la suppression de 4 postes, ont manifesté devant l'Inspection Académique à Saint-Brieuc.



**12/06 : manif de plus d'un millier de personnes à Rennes pour soutenir les salariés de STM.**

**13/06 : 40 antifascistes attaquent un rassemblement du groupuscule d'extrême droite Adsav, à Bain sur Oust.**

**15/06 : Plusieurs personnes occupent une manufacture de tabac de Nantes afin de protester contre le sort des 80 familles étrangères menacées d'expulsion**

**16/06 : 100 personnes défilent de la place de la mairie à la préfecture de Région pour la régularisation des personnes sans-papiers qui occupent la fac de Villejean à Rennes.**

**27/06 : Manifestation pique-nique à la Pointe du Blaire à Baden pour exiger le libre accès au site de la Pointe du Blaire, au port, aux plages, aux sites archéologiques, ce patrimoine étant "privatisé" par quelques riches propriétaires (acteurs économiques et politiques) qui s'arrogent le droit d'en bloquer l'accès.**

**29/06 : Rassemblement devant la préfecture de Région à Rennes pour protester contre les contrats d'intégration du ministère de l'Intérieur.**

**1/07 : Rassemblement en solidarité avec Cesare Battisti, menacé d'expulsion vers l'Italie ; 40 personnes se retrouvent devant la sous-préfecture de Guingamp.**

**9/07 : le prisonnier politique breton Alain Solé, après avoir appris sa libération conditionnelle pour le 12 juillet, se voit refuser sa sortie de prison suite à un appel du Parquet.**

**10/07 : 50 personnes manifestent contre le maintien en détention d'Alain Solé, à Guingamp.**

**14/07 : suite à la décision du parquet de maintenir Alain Solé en détention malgré ses problèmes de santé, la mobilisation continue à Vannes où 40 personnes défilent vers la préfecture avant d'être stoppés par la police.**

**20/07 : Alain Solé entame une nouvelle grève des soins médicaux pour protester contre son maintien en détention à Paris.**

**29/07 : collage sur les locaux du PS à Morlaix et sur ceux de l'UMP à Quimper en soutien à Alain Solé.**

**Manifestation du collectif des Etudiants en colère devant la Préfecture de Rennes suite à l'expulsion d'un étudiant, Sacodou NDIAYE, le jeudi 22 juillet.**

**1/08 : 150 personnes manifestent pour les prisonniers bretons et en particulier pour Alain Solé, à Lorient, en marge du festival interceltique.**

**3/08 : nouveau rassemblement pour Alain Solé à Lorient devant le Tribunal de Grande Instance, alors que la Cour d'appel de Paris annonce qu'elle donnera sa décision sur une libération éventuelle le vendredi 6.**

**6/08 : Alain Solé est enfin libéré.**

## Adresses des prisonniers politiques bretons

<p><b>Kristian Georgeault</b> 276024 B 1/144 M.A.H. 42, rue de la Santé 75674 PARIZ Cedex 14 (France)</p>	<p><b>Pascal Laizé</b> 274 740 D 2 / 229 M.A.H. 42, rue de la Santé 75674 PARIZ Cedex 14 (France)</p>
<p><b>Stefan Philippe</b> 281 868 D1/136 M.A.H. 42, rue de la Santé 75674 PARIZ Cedex 14 (France)</p>	<p><b>Ar brizonidi bolitikel</b>  <b>d'ar gêr !</b></p>

Le militant breton **Stefan Philippe** sera libéré le 17 septembre prochain. Deux prisonniers restent incarcérés sur Paris : Paskal Laizé et Kristian Georgeault. Tous deux réclament leur droit à être transférés en Bretagne. Soutenons leur volonté : **ar brizonidi d'ar ger !**



Rappelons aussi la mort en prison de la militante basque **Oihane Errazkin** et par là-même notre soutien aux prisonnier-e-s basques. Oihane s'est pendue le 7 juillet à Fleury-Merogis. Une importante manifestation s'est déroulée le 10 juillet à Donostia (San Sebastian).

**Les procès à venir, les personnes à soutenir** : Joëlle Barzhig de Ploumagoar, qui est opposée au Trésor Public dans une affaire de non-paiement de la redevance télé, passe le 29 septembre à Guingamp (désobéissance civile pour protester contre l'absence de langue bretonne à la télé). Le 14 octobre, Nico de Rennes passe au tribunal de Lorient dans une affaire de violences policières.

Depuis le mois d'avril, Guingamp a vu naître une nouvelle galerie, un peu particulière dirons-nous, puisqu'elle est associative : c'est **Kig hag Arz**. Elle présente plusieurs expositions fortes intéressantes, et c'est pourquoi nous la mentionnons. La démarche, loin de celle des vernissages conventionnels prout-prout, se veut mobilisatrice et ouverte à tous et à toutes. La première exposition, *Melting Popotte*, ayant déjà rassemblé 1250 visiteurs, donne un aperçu sur l'ouverture d'esprit de la galerie. La seconde expo, *Affiches militantes*, donne le ton. Quant à la troisième, *Hors-sujet*, affublée d'un sous-titre *Pas commercial*, nous met définitivement d'accord ! Ouverture pour *Hors-sujet* le jeudi de 14 h à 19h et les vendredi et samedi de 10h à 12 h et de 14 h à 19h, 7 rue Notre-Dame à Guingamp.

L'association **Pen Kalet** poursuit ses chantiers à Gurnuhel en rénovant une vieille bâtisse pour en faire un lieu de réunion, concert, bibliothèque...totalelement autogéré. Les travaux permettent déjà de rassembler bon nombre de têtes dures et de mettre en pratique d'autres rapports que ceux basés sur l'argent, l'autorité, le sexisme...Deux chantiers ont ponctué cet été pluvieux et d'autres suivront. Pour venir se joindre aux compañeros, voici le contact : Pen Kalet c/o M.P. Zuate, 7 rue Notre-Dame, 22200 Gwengamp

#### SOLIDARITE PALESTINE

Entre 3000 et 4000 prisonniers palestiniens poursuivent une grève de la faim depuis le 15 août pour le respect de leurs droits, bafoués par Israël. Des manifestations ont lieu dans les grandes villes de Cisjordanie et à Gaza en solidarité avec les prisonniers. 7 500 Palestiniens sont actuellement incarcéré-e-s. Les principales revendications sont : l'arrêt des violences que les prison-

niers subissent au quotidien (coups, utilisation de gaz lacrymogènes...), l'arrêt des fouilles au corps intégrales, la fin de l'isolement pour de longues périodes, l'accès des prisonniers malades aux soins, l'amélioration des visites... Fin août, aucune sortie de la grève n'était encore envisagée de manière globale. Seule la prison d'Ashkelon a vu 800 prisonniers cesser momentanément leur mouvement après avoir été partiellement satisfaits dans leurs demandes. Les mouvements de solidarité se multiplient sur place et dans le monde entier malgré une répercussion médiatique bien faible.

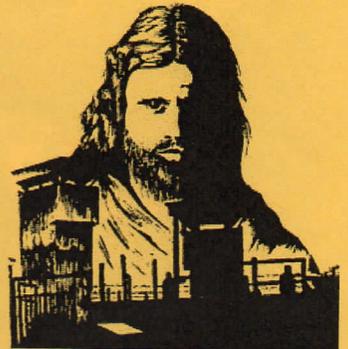
Au mois d'août s'est tenue à Rennes une exposition de **Yann Derais** intitulée *Palestine, au delà des murs*, qui retraçait des voyages au cœur du conflit. Un parcours dans différentes villes sous l'objectif du photographe nous plongeait dans le quotidien des Palestiniens. L'exposition a eu lieu jusqu'au 5 septembre à l'Orangerie du Thabor. Yann Derais expose régulièrement dans différentes villes, guettez l'info.

Les mission civiles se poursuivent en soutien au peuple palestinien. Des militants et sympathisants de la CBIL repartent au mois de septembre et les comptes-rendus arriveront pour le prochain numéro du Huchoër.

#### LECTURES

**Bobby SANDS**, *un jour dans ma vie, écrits de prison*, Éditions Gatuzain.

20 ans après la première édition, Gatuzain revient sur les derniers écrits de Bobby Sands, ce prisonnier politique irlandais, « prisoner of war » comme c'est encore écrit sur les murs de Belfast, mort d'une grève de la faim en 1981. 9 autres camarades mourront de la même manière dans les prisons des blocks H de Long Kesh. Une plongée glaciale dans l'univers des prisons britanniques et des conditions de détention, de torture que subissaient les prisonniers de l'IRA. Ces hommes et ces femmes ont du faire face à l'acharnement physique et psychologique qui leur était imposé et pourtant, à travers la grève de l'hygiène et la lutte des *blanket-men* (hommes couvertures), ils ont résisté dans le froid, dans des conditions d'insalubrité telles qu'on a du mal à imaginer que ce fut la réalité. Il est clair que ces écrits marquent profondément le lecteur sous la plume d'un Bobby Sands dont la mort a aussi marqué l'époque. Ce livre n'est pas sans nous rappeler malheureusement les droits bafoués des prisonniers politiques à travers le monde et la grève de la faim actuelle des prisonniers palestiniens.



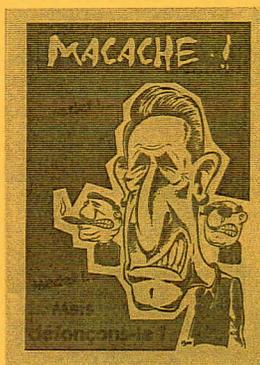
**SLUG AND LETTUCE** n°78, hiver 2004.

Bon je ne suis pas très fort sur l'anglais mais si tel n'est pas votre cas voici un journal de la scène punk DIY made

in The States. Mettez des lunettes : c'est écrit très petit, mais c'est bourré d'infos et ça a de la bouteille aussi. Contact : Slug and Lettuce c/o Christine, PO BOX 26632, RICHMOND, VA 23261-6632, États-unis.

**CETTE SEMAINE n°87**, février/mars 2004, prix libre.

60 pages d'infos internationales constituent le sommaire de ce numéro autour de sujets comme la prison et les militant-e-s incarcéré-e-s, les luttes sociales et les sommets bidons, les squatts et les expulsions. Avec un côté résolument autonome/black bloc, si je puis dire, **CETTE SEMAINE** se fait la compilation de multiples événements et faits marquant l'actualité en Italie, Espagne, Bolivie, Argentine... **CETTE SEMAINE**, BP 275, 54005 Nancy cedex.



**MACACHE** n°2, printemps-été 2004, 1 euro en librairie, sinon prix libre.

C'est un peu comme le précédent dans la forme et dans le fond, dans le sens où quasi-

ment tous les articles proviennent d'initiatives extérieures et ont été déjà diffusés ailleurs. Ceci étant, c'est très intéressant, notamment les articles sur la Kabylie par exemple.

Contact : [macache@internetdown.org](mailto:macache@internetdown.org)

**PARTICULE n°18**, juin 2004, deux euros.

Le journal rennais poursuit son bonhomme de chemin au plus près du terrain. A noter notamment un dossier sur les anti-pub à Rennes, un roman-photo, une BD... Disponible dans plusieurs points de vente à Rennes.

## Devezhioù Breizh Dieub

**A** l'initiative de la CBIL, Harz, des Forces vannetaises libres et à l'appel d' Emgann an Oriant et Emgann Gwengamp, les Devezhioù Breizh Dieub se sont déroulées les 28, 29 et 30 mai de Morlaix à Guingamp.

Le vendredi a eu lieu un débat de qualité sur les nouvelles mesures de répression sociale et les nouvelles lois liberticides européennes. Didier Bellec du comité

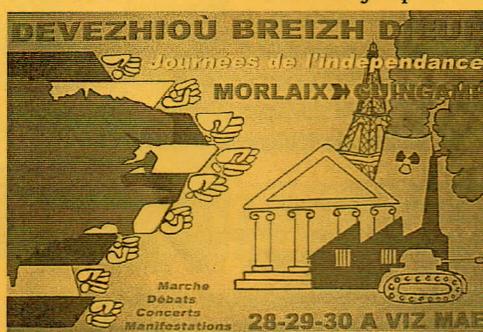
chômeur du pays de Morlaix s'est exprimé sur le sujet du RMA, Dominique Jolivet au nom du SLB (Syndikad Labourerien Breizh) est intervenu sur le syndicalisme et les mesures qui visent à casser la sécurité sociale et enfin Aude Morin, travailleuse sociale, a expliqué le projet qui veut obliger les acteurs sociaux à la délation. Didier Rouget, avocat, écrivain basque, a quant à lui évoqué les nouvelles lois européennes et notamment leur mise en

application dans l'affaire des trois jeunes de SEGI au Pays Basque nord.

Samedi, après un rassemblement sur la place du marché, la caravane des Devezhioù Breizh Dieub s'est dirigée vers Plounevez-Moëdec d'où est partie la marche jusqu'à Gurunhel.

Le soir a eu lieu un nouveau débat sur la répression linguistique et politique en Bretagne et sur la situation des

prisonniers bretons autour d'une centaine de personnes. Sont intervenus des représentants de Skoazell Vreizh, de la CARB, de Stourm ar brezhoneg ainsi qu'un ancien prisonnier. Un repas et un concert ont clôturé de manière festive cette journée. Le dimanche, la marche s'est achevée à Guingamp autour de vidéos à la galerie Kig hag Arz. Une réunion a lieu à la rentrée pour faire le point sur ces journées et voir la suite à donner.



La Coodination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL) rassemble actuellement plusieurs collectifs en Bretagne : Huch ! à Rennes, Treger Disuj pour le Trégor, Ti an Dispac'h pour la Région de Pontivy, ainsi que des individus. **N'hésitez pas à prendre contact avec votre collectif local ou à en créer un s'il n'existe pas encore.**

- |                                 |   |                                                                      |                                                       |
|---------------------------------|---|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| <b>Coordination</b>             | → | <a href="mailto:cbil@no-log.org">cbil@no-log.org</a>                 | CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex                  |
| <b>Collectif Treger Disuj</b>   | → | <a href="mailto:treger.disuj@no-log.org">treger.disuj@no-log.org</a> | Treger Disuj c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex |
| <b>Collectif Huch!</b>          | → | <a href="mailto:huch@no-log.org">huch@no-log.org</a>                 | Huch c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex         |
| <b>Collectif Ti an dispac'h</b> | → | <a href="mailto:ti.an.dispach@free.fr">ti.an.dispach@free.fr</a>     | TAD c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex          |
| <b>Contact Brest</b>            | → | <a href="mailto:cbil_brest@no-log.org">cbil_brest@no-log.org</a>     |                                                       |
| <b>Contact Lorient</b>          | → | <a href="mailto:huch.an.orient@bzh.net">huch.an.orient@bzh.net</a>   |                                                       |
| <b>Contact Alsace</b>           | → | <a href="mailto:Penngoulo@no-log.org">Penngoulo@no-log.org</a>       |                                                       |
| <b>Contact Normandie</b>        | → | <a href="mailto:cbil.rouen@no-log.org">cbil.rouen@no-log.org</a>     |                                                       |

**BREIZH DIZALC'H  
HEP STAD NA MESTR !**